



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 21 septembre 2022

Premier degré : rentrée qui ne tient qu'à un fil

La rentrée ne tient qu'à un fil. C'est l'impression qui domine dans les écoles deux semaines après la reprise. Comme on pouvait s'y attendre en découvrant les résultats du concours de professeur·es des écoles, l'effondrement du recrutement a déclenché une bombe à retardement que le ministère essaie tant bien que mal de désamorcer en engageant des enseignant·es contractuel·les à tour de bras et en faisant peser le poids de cette impréparation sur les personnels.

L'enjeu pour le ministre de l'Éducation nationale est très clair : il s'agit de donner le change par tous les moyens et de pouvoir annoncer qu'il y a bien une enseignante ou un enseignant devant chaque classe et que la situation est sous contrôle.

Mais la situation est-elle vraiment sous contrôle ? Comment peut-on croire que l'année va être sereine quand tant de nouveaux et nouvelles collègues ont été recruté·es en catastrophe avant l'été pour prendre en charge des classes dès la rentrée après une indigente formation ? Comment peut-on espérer que les remplacements soient effectivement assurés tout au long de l'année quand on reçoit d'ores et déjà des messages d'enseignants et d'enseignantes qui réfléchissent à la démission ou qui craquent à cause de leurs conditions de travail et que l'on sait d'ores et déjà que dans beaucoup de départements les brigades de remplacement ont toutes été affectées sur des remplacements longs ou sur des postes non-pourvus ? Dans certains endroits, seulement quelques jours après la rentrée, les circonscriptions annoncent déjà qu'il n'y a plus de brigades disponibles.

La rentrée est également catastrophique en ce qui concerne le manque d'AESH pour les élèves en situation de handicap. Des enfants ayant une notification MDPH n'ont pas pu faire leur rentrée faute d'accompagnant.es en nombre suffisant, pour d'autres enfants ce sont

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



leur nombre d'heures d'accompagnement qui est revu à la baisse. Et cette situation est générale sur tout le territoire. Et le ministère qui se vante de mettre en place une « école inclusive » ! Sans moyens , l'école inclusive n'est qu'un slogan !

Si rien n'est fait pour améliorer les conditions de travail et les conditions de vie des personnels, on ne peut qu'anticiper la catastrophe à venir. Mais plutôt que de se pencher vraiment au chevet des écoles, en écoutant ce que les personnels ont à dire, le ministère déroule la feuille de route présidentielle et annonce de nouveaux grands chantiers dont on imagine trop bien les conséquences :

- déploiement d'évaluations d'écoles chronophages et généralisation de l'expérimentation annoncée en 2021 pour les écoles de Marseille avec des projets subventionnés de manière discrétionnaire et un recrutement direct des enseignant·es ;
- renforcement du pilotage par l'évaluation, qui accentue la compétition entre les élèves, entre les personnels et entre les établissements scolaires.

Du côté des salaires, les nouvelles annonces de revalorisation historique n'ont pour l'instant débouché que sur une augmentation de 3,5 % de la valeur du point d'indice, qui ne compense pas du tout l'explosion du coût de la vie. On nous promet encore 10 % d'augmentation dans un futur proche pour les personnels en début de carrière mais, au rythme où l'inflation progresse, cela ne rattrapera pas le pouvoir d'achat perdu, a fortiori pour celles et ceux qui ont le malheur d'avoir plus de 10 ans de carrière. Qu'en sera-t-il pour les enseignant·es non-débutant·es, qui, depuis 20 ans ont subi une perte de pouvoir d'achat considérable en raison du gel du point d'indice ? Rien.

Et qu'en est-il pour les AESH dont le statut est inacceptable et le salaire très insuffisant ?

Pour faire face à l'effondrement du recrutement, la revalorisation salariale et un même statut de fonctionnaires pour tous les personnels sont un enjeu central, ce que le ministère doit entendre.

Pour tous les personnels des écoles, SUD éducation revendique :

- **une augmentation générale et conséquente des salaires avec une augmentation immédiate de 400 euros des salaires et un SMIC à 2200 euros bruts.**
- **la titularisation sans condition de tous-tes les professeur-es contractuel·les- le retour à un concours de recrutement à bac+3, suivi de 2 années de formation rémunérées et validées par l'attribution d'un Master pour toute-s les professeur-es des écoles.- un véritable statut de fonctionnaire pour les AESH avec un salaire et une formation digne.**

Élections professionnelles

Du 1er au 8 décembre, l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale sont appelé-es à voter pour désigner leurs représentant-es dans les instances. Organisées tous les 4 ans, ces élections déterminent la représentativité des syndicats dans l'Éducation nationale et dans la Fonction publique. Pour des élu-es de combat, qui ne se laissent pas faire face à l'administration, pour envoyer un signal fort : du 1er au 8 décembre, votons SUD éducation-Solidaires.